

**SAHEL ET SAHARA :
LES ETATS FACE A LA MONDIALISATION DU CRIME ORGANISE**

Par

Loukmane LAAGOUZ

**Chercheur en Relations Internationales à la FSJES de Rabat- Souissi,
Université Mohamed V –Rabat.**

&

Abdelmourhit BENMESSAOUD

**Professeur des Relations Internationales, Département du Droit Public à
la FSJES de Rabat- Souissi, Université Mohammed V-Rabat.**

Résumé :

Si la sécurité continue à constituer un fondement incontestable de la politique étrangère des Etats, l'identification et l'évaluation de la menace quant à elle, représente la priorité de la stratégie sécuritaire. Mais depuis les accords de Westphalie en passant par les arrangements de Yalta, l'effondrement du mur de Berlin et les attaques du World Trade center, la menace a connu des changements substantiels tant sur le plan de sa nature que du niveau qu'elle peut occuper en terme de priorité et la portée de la réaction qu'elle suscite. C'est justement le processus de l'évaluation de la menace et ses divers paramètres qui peuvent la rendre prioritaire, secondaire ou marginale. A cet égard, les Etats faillis ou en déliquescence de la région du Sahel et du Sahara n'ont pas les moyens pour hisser la menace qui les guette en priorité internationale dans un contexte marqué par l'érosion de l'autorité de l'Etat face à la montée en puissance des organisations du crime organisé transfrontalier. Cette région présente tous les ingrédients en terme de vulnérabilité, de corruption, d'austérité et du déclin de l'autorité de ses Etats, pour devenir l'abri des hors la loi. Le « Sahelistan » qualifié de zone grise, favorise l'action des organisations criminelles et terroristes qui s'ingénient pour entreprendre afin de créer la richesse selon des approches managériales qui n'ont rien à envier à celles adoptées par les entreprises légales. De ce fait, Les Etats de la région, essoufflés par une multitude de problèmes endémiques, ne pourront en aucun cas relever le défi de l'éradication des groupements du crime organisé sans l'apport substantiel de la communauté

internationale. Un apport qui tarde encore à venir en dépit de la menace terroriste qui plane sur la région et qui n'est pas encore décrétée, priorité internationale.

Mots clés :

Etats faillis-Organisations du crime organisé transfrontalier-Sahel et Sahara-
Zone grise-Terroristes- Approches managériales- Communauté internationale.

Summary:

If the security is considering such as an incontestable foundation of foreign policy of states, the identification and the evaluation of the threat remain the priority of security strategies. Since the Westphalia agreements, crossing by Yalta arrangements, the collapse of Berlin wall and the attack of the world trade center, the treat has known a huge change. This change affects not only it's nature, the level of priority but also the extent of reaction. This fact is more evident in failed states. To this fact, the Sahel and Sahara region has all the ingredients in terms of vulnerability, corruption, austerity and decline of the power of states, to the extent of being lawless. The Sahelistan, qualified as being a grey area, promotes criminal and terrorist actions of organizations that are striving to do business. So that they cancreate wealth according to management approaches that have the same efficiency of lawful business. Hence, they infiltrate into the formal economy, shaping territories which will enable this structures to win the heart and minds of the people there. These organizations are trying hard to normalize their existence and diversify their activities by promoting innovation and adaptation. All of this is due to the fact that they manage shrewdly an array of trafficking. Confronted with huge endemic problems, the states of this region cannot eradicate groups of organized crime without the true help of the international community. This support has been delayed in spite of terrorist threat existing in this region.

Keywords:

Failed states - Organized border crime - Sahel and Sahara - Terrorism -
Management approaches - International community.

Introduction

A l'ère de la mondialisation et en relations internationales, la dimension économique a pris de plus en plus le dessus sur l'aspect sécuritaire. Mais avec la montée en puissance de la menace terroriste qui devient plus que jamais persistante, on assiste à un regain d'intérêt pour la sécurité qui commence manifestement à occulter sensiblement, même l'impératif lié au respect des droits de l'Homme dans les démocraties les plus affirmées, relançant ainsi certains débats qu'on croyait révolus. Dans cette dynamique, la prise en compte de l'ampleur et donc de la priorité et de l'importance du sécuritaire par rapport à l'économique, conditionne dans une large mesure la détermination des priorités, et donc la pertinence des stratégies à mettre en œuvre. Dans cette perspective, le monde du crime organisé reflète, les contradictions entre les passions, la raison, le bien et le mal liés à la nature humaine et incarne presque à lui seul, cette interdépendance entre le sécuritaire, l'économique et même le politique.

C'est dans ce contexte marqué par la dualité entre le sécuritaire et l'économique d'une part, et la rivalité entre l'Etat et les organisations du crime organisé d'autre part, que s'impose la région du Sahel et du Sahara, théâtre de la montée en puissance des organisations criminelles et terroristes qui tirent profit du processus de déclin des Etats, constituant ainsi un espace des trafics et des pratiques entrepreneuriales peu orthodoxes.

Il s'avère donc judicieux de traiter selon une approche analytique, le processus de dépérissement des Etats de la région et de poser légitimement les questionnements suivant :

Quelle est la nature de la relation entre les Etats et les organisations du crime organisé transfrontalier dans cet espace ?

Quel est le niveau d'enracinement dans cette région des organisations du crime organisé dans les territoires et les mémoires des populations, face aux Etats ?

Quels sont leurs modes opératoires notamment, sur le plan économique et quelle menace représente ces organisations sur le plan sécuritaire pour les Etats de la région et la communauté internationale ?

A ce titre, l'identification des facteurs d'attraction et les opportunités qu'offre la région du Sahel et du Sahara pour attirer les organisations en marge de la loi, peut permettre de déterminer le niveau de la menace que représente le phénomène du crime organisé transfrontalier sur la sécurité régionale et internationale. Il peut en outre éclairer la voie quant à la nature des mesures à mettre en œuvre pour s'y opposer.

I- Etat et Groupements du crime organisé :

1- Dépérissement de l'Etat :

L'Etat continue à être qualifié d'acteur principal dans les relations internationales¹ et persiste à occuper une place centrale dans le droit international. Mais certaines voix s'élèvent pour dénoncer cette situation allant jusqu'à considérer la théorie des relations internationales comme biaisée et incomplète puisqu'elle s'appuie exclusivement sur l'Etat et néglige d'autres acteurs s'activant sur la scène internationale². Cette tendance considère que les organisations du crime organisé constituent un contre gouvernement sur le plan interne. Un constat conforté par leur capacité à s'imposer grâce notamment, à la richesse réalisée suite à l'essor du marché de la drogue et à l'infiltration de l'économie formelle. Sur le plan international, ces organisations ont pu s'organiser en réseaux qui prennent de plus en plus de l'ampleur en terme, de capacité de dissuasion, d'influence et d'action. De ce fait, les mafias, réelle incarnation du crime organisé, ont pu dépasser le cadre local pour constituer une partie prenante dans le cadre du processus de la mondialisation. On assiste de ce fait à l'émergence d'une diplomatie transnationale et à la prolifération d'accords informels entre ces organisations. Les plus fervents partisans de cette tendance sont allés jusqu'à parler d'un G6³. Un groupement formé de mafias, italienne, russe, chinoise de Hong-Kong, colombienne, américaine et japonaise constituant ainsi, une mafia planétaire pouvant prendre en otage toute la planète. D'où l'affirmation d'une société internationale anarchique qu'il serait judicieux de prendre en compte dans l'élaboration d'une théorie des relations internationales beaucoup plus cohérente et complète.

Mais en dépit de ces considérations, l'Etat reste l'icône de la théorie des relations internationales. Une réalité que même un groupement terroriste aussi puissant par son caractère transfrontalier et sa vocation universelle, comme l'Etat islamique en Irak et au levant ne peut contester, puisqu'il cherche désespérément lui-même, à être qualifié d'Etat. C'est justement ce genre de rapprochement insolite qui a tendance à incarner l'ambivalence et le contraste qui a toujours et qui continue à marquer la relation entre l'Etat et les organisations parallèles, alimentant de ce fait le débat lié à la qualification de cette relation. Une relation sûrement très ambiguë en profondeur même si elle peut laisser entendre le contraire en apparence.

En effet, le monde a été témoin entre 1839 et 1842 de la première guerre de l'opium, déclarée par l'Angleterre contre la Chine pour lui imposer par la force, de s'ériger en marché à une drogue concoctée sous ses auspices et pour son compte selon un processus très astucieux. Entre 1856 et 1860, la deuxième guerre de l'opium a été décrétée cette fois par l'Angleterre et la France, toujours contre la Chine et pour les mêmes objectifs sans se soucier des conséquences. La dynastie Qing a été affaiblie par ce conflit et logiquement déchu et l'empire du milieu a perdu sa souveraineté⁴. Ensuite, l'histoire retient que la France et les Etats- Unis ont bénéficié des revenus du trafic de drogue pour financer leurs efforts de guerre

¹HOLEINDRE J.-V, ARON R. (2012), « Un classique de la pensée internationale », Revue Etudes Internationales, volume XLIII, n°3, Septembre, p. 325-326.

²FRIMAN HR. « Le pouvoir étatique et le crime organisé transnational », Altern. Économique, l'économie politique, n°15, P : 41-44.

³GARRIGUES GF. (2002/03) « La criminalité organisée internationale : un concept à enterrer ? », Altern. Economique, l'économie politique, P : 10-13.

⁴BAUER A. (2010/11), « La globalisation du crime », Le seuil. « Pouvoir », P : 6-7.

pendant la guerre de l'Indochine et du Vietnam. D'où l'ambivalence de la relation entre l'Etat et les organisations du crime organisé. De ce fait, une ligne de fracture bien établie marque l'opposition entre deux courants quant à la qualification de cette relation. L'un considère les organisations du crime organisé comme entités indispensables au développement de l'Etat, d'où la mise en œuvre de certains arrangements dans un élan d'accommodation⁵ et d'adaptation dans le cadre d'un compromis tacite. Un autre courant au contraire, les considère comme l'ennemi majeur de l'Etat et le grave danger qui menace son existence. Cette menace qui justement se manifeste par l'érosion de l'autorité de l'Etat et peut prendre deux formes. D'un côté, l'appropriation de la fonction régalienne liée à la levée de l'impôt exercée avec brio notamment, par certains groupes de guérillas. D'un autre côté, l'utilisation de la violence légitime qui constitue une compétence fondamentale de l'Etat. A cet égard, L'interface située en zone de contact entre l'Etat et les organisations du crime organisé et qui incarne toute la complexité de la relation qui les lie, reste l'institution policière. Mais pour être plus précis dans la détermination de la zone de contact, il faut affirmer qu'entre maintien de l'ordre et répression du crime, la deuxième alternative prend naturellement le dessus dans l'imaginaire collectif des policiers⁶ pour se proposer en tant que réel porte flambeau de la fonction policière. Cette tendance s'impose généralement, pour le prestige qui entoure ce métier et le pouvoir qu'il procure, notamment par le renseignement porteur de la prise de l'initiative et de l'ascendance. Mais ce choix du cœur qui peut être aussi, celui de la raison, présente des effets collatéraux, souvent lourds de conséquence. Car pour réprimer le crime organisé ou du moins le juguler, le « flic » est contraint parfois de se mettre en contact direct ou indirect avec ce milieu complexe et plein de contradictions. Cette connectivité permet certes, l'acquisition de l'information, mais elle met en épreuve l'immunité de l'agent puisqu'elle favorise astucieusement en contrepartie, l'échange, le partage et donc l'influence dans tous les sens. Sous l'emprise du jeu du profit et de l'intérêt générés par les différentes transactions particulièrement juteuses opérées dans cet espace, la détermination et la conviction du gardien du temple, peut fléchir pour se convertir en connivence touchant les différents niveaux de la hiérarchie de l'appareil policier⁷. Car comment résister à la tentation d'une saisie très juteuse ou à une offre qui dissipe toutes les incertitudes de l'avenir ? Au lieu donc d'arrêter la propagation du crime, celui-ci infiltre l'antidote et transforme parfois sa composition, pour la mettre au service de son œuvre. Ce phénomène explique à juste titre, la perméabilité et la porosité des frontières entre ce qui est toléré, permis ou interdit et nous renvoie sur la problématique liée à la posture de l'Etat dont la fonction policière constitue une incarnation de sa souveraineté et nous interpelle sur l'effectivité de l'Etat de Droit face aux organisations criminelles.

2- Crime organisé : mode d'emploi.

⁵ FRIMAN HR. « Le pouvoir étatique et le crime organisé transnational », Altern. Économique, l'économie politique, n°15, P : 44-45.

⁶ FILLIEULE O. et DELLA PORTA D. (2006), « Police et manifestants », Sciences PO les presses, p. 26-28.

⁷ En Septembre 2006, Le chef de la police Sud-africaine, Jackie SELEBI a insisté lors de la 75^e assemblée générale d'Interpol à Rio De Janeiro sur la nécessité de relever le défi du crime organisé. Cet ex-président de la commission des droits de l'homme des nations unies purge jusqu'à aujourd'hui une peine de 15 ans de prison pour corruption et connivence avec les réseaux du crime organisé, en Afrique du Sud.

En effet, le criminel se fait une vision de l'espace qui s'apparente à celle de l'astronaute⁸ puisqu'il élimine les frontières pour ne prendre en compte à priori, que l'environnement qu'il considère ouvert, sans restriction et sain de tout obstacle. Le champ d'action étant étendu et élargi se prête de ce fait, à toutes les formes d'exploitation. Le crime organisé s'affranchit naturellement des contraintes morales pour créer son propre système de valeur permettant de réaliser l'épanouissement de chacun de ses membres tout en s'appuyant sur la notion de groupe.

De ce fait, le crime organisé⁹ à l'ère de la mondialisation est devenu polymorphe, obéit aux principes de l'offre et de la demande, à l'étude du marché, à la production au moindre coût et à la démocratisation par la sous-traitance. Le crime joue aussi sur les contradictions et la vulnérabilité. Il s'attaque aux terrains immenses qui échappent au contrôle des Etats, mais aussi aux zones de contact : ports et zones frontalières. Il profite des incohérences des villes, des groupements insalubres et des zones préurbaines pour proposer une voie alternative attrayante encourageant ainsi, l'enrôlement de nouvelles recrues et dissuadant même les plus réticents. Mais les organisations du crime organisé qui encadrent ces activités, ne jurent pas seulement par l'anarchie et l'aléatoire comme le laisse croire la violence de leurs modes opératoires, mais cherchent au contraire à optimiser leur fonctionnement selon une organisation adaptée, des procédures et des règles définies, ainsi que des moyens de motivation pour susciter l'adhésion des parties prenantes autour d'objectifs précis. On n'est de ce fait inscrit non pas dans une logique prônant l'opposition entre l'ordre et le désordre, mais entraîné dans une dynamique conflictuelle entre deux ordres.

De ce fait, la création et la répartition de la richesse selon un système de valeurs particulier, constituent l'essence même de leur activité. C'est le même objectif qu'elles partagent d'ailleurs, avec les entreprises légales.

De même et sous l'effet des crises à répétition qui secouent le capitalisme, Le crime envahit de plus en plus les banques et les bourses, et s'impose au secteur formel grâce à des procédés très subtiles. La corruption plus que la contrainte devient son mode opératoire de prédilection.

Ainsi, les organisations criminelles avec des secteurs d'activité aussi diversifiés qu'organisés, couvrant les trafics tout azimut, investissent l'économie mondiale, s'imposent aux Etats, même les plus puissants, façonnent les territoires et influencent par conséquent la politique. En se basant sur une organisation méticuleusement élaborée, un management performant et des valeurs chevaleresques¹⁰, ces organisations arrivent à séduire, à recruter pour infiltrer les points les plus névralgiques des Etats. Les groupes de pression et les lobbys se forment naturellement et se mobilisent pour partager les dividendes de la richesse créée et assurer l'épanouissement de ces entités selon une tactique très subtile et parfaitement

⁸KOUTOUZIS M. et PEREZ P. (2014), « Crime, traficset réseaux : Géopolitique de l'économie parallèle », ellipses, p. 5-9.

⁹Les définitions sont très abondantes, certains l'assimilent à la mafia, d'autres à toute action concertée de plus de trois personnes.

¹⁰Elles s'inspirent du mythe créé autour du bandit incarnant le héros populaire, homme d'honneur et justicier.

pragmatique où se croisent généralement violence, cupidité et morale. Déterminer les frontières entre le licite et l'illicite d'une manière tangible et non théorique lorsqu'il s'agit de l'Etat et des réseaux de trafic, s'avère une tâche très délicate. Cette complexité s'accroît davantage pour les Etats faillis ou en déliquescence où la corruption généralisée gangrène toutes leurs institutions, s'érige en culture et aboutit au bout du compte à des « Mafias Etats ». Cette situation s'affirme avec insistance pour les Etats du Sahel et du Sahara.

II- Déterminants de la région : source d'enracinement des réseaux de trafic :

1- Présentation de la région :

La définition de La région du Sahel et du Sahara au diapason de la complexité de cette zone, est problématique. Elle peut être formulée à partir de considérations politiques, historiques ou socio-économique en fonction des intérêts des différents acteurs étrangers dans la région et de leur capacité d'action et d'influence. Mais selon une approche beaucoup plus commode, la région du Sahel et du Sahara désigne pour le Sahel, la bande de territoire marquant la transition à la fois floristique et climatique, entre le domaine saharien au nord et les savanes du domaine soudanien, où les pluies sont substantielles au sud. Elle s'étend de l'atlantique à la mer rouge¹¹.

Quant au Sahara¹²; il est situé à la partie nord du continent africain et se prolonge au-delà de la mer Rouge. Il divise le continent du nord au sud.

La région du Sahel et du Sahara est connue par son climat aride avec des températures qui peuvent dépasser les 50° et une sécheresse endémique avec une pluviométrie particulièrement faible. La nature désertique ou semi désertique de la région s'est répercutée, aussi bien sur la faune et la flore que sur les activités des populations généralement nomades au Sahara où ils s'adonnent à des activités pastorales et plus sédentarisées au Sahel. Cette nature s'impose aussi bien pour la population que pour l'organisation sociale où l'appartenance à la tribu relègue celle à la nation au second plan.

Cette zone couvre 14 Etats présentant souvent des contrastes liés à leurs dimensions et à leurs potentialités (Niger et Nigeria) ce qui complique davantage les efforts de la complémentarité sur la voie d'une éventuelle intégration. Elle constitue le domaine d'action de plusieurs organisations internationales à l'instar de la communauté des Etats du Sahel et du Sahara CEN SAD, de la communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest C.E.D.A.O, de l'Union du Maghreb Arabe U.M.A et de l'Union Africaine U.A. Mais ce territoire présente tous les ingrédients favorables à l'expansion de la zone de non droit.

A ce titre, l'étendue de l'espace, la faiblesse ou l'inexistence des réseaux de communication couplées à la propagation de la pauvreté et à la quasi absence des services publics de base, autant de facteurs d'attraction des aventuriers de tous bords. De ce fait, cet

¹¹MAERTENS L. (2012), « Défi écologique : environnement fragile, population vulnérable, Questions Internationales, n°58, Novembre-Décembre.

¹²<http://beaugency.over-blog.com/article-l-afrique-les-defis-du-developpement-le-sahara-ressources--conflits-114543366.html>, L'Afrique, les défis du développement. Le Sahara : ressources, conflits, chapitre 8.

espace de non droit est devenu, le lieu de prédilection des intervenants non étatiques où ils donnent libre court à leurs activités aussi diversifiées qu'illicites.

Dans une région comme le Sahel et le Sahara connue par l'hostilité de son climat et l'austérité de son espace, le territoire qui la compose ne peut être que le plus pauvre de la planète avec des indicateurs de développement humains des plus bas. Une situation motivée par la combinaison de plusieurs facteurs internes et externes. Avec un revenu national brut qui varie entre 2410 Dollars par habitant pour la Mauritanie et 720 dollars par habitant pour le Niger, alors que la moyenne mondiale en terme de RNB en parité de pouvoir d'achat pour l'année 2010 est de 10760 dollars¹³, on peut facilement mesurer l'ampleur de la fracture qui sépare ce territoire du reste du monde.

2- Causes de l'enracinement du crime organisé :

Dans cette région ouverte à tous les dangers où souvent la survie devient un exploit, on ne parle pas du changement du climat comme risque majeur, mais surtout du climat tout court, et ses conséquences tragiques. De ce fait, les séquelles sur l'Homme et son comportement vont forcément se faire plus ressentir. Face au sous-développement portée par la vulnérabilité, l'analphabétisme et la maladie d'une part, et la quasi absence des services de base de l'Etat d'autre part, il ne peut y avoir d'alternative que de résister à l'autorité d'un Etat fantomatique pour s'ériger en un hors la loi malgré lui, en quête d'un protecteur capable de lui garantir sécurité, survie et reconnaissance¹⁴. Ces besoins sont généreusement offerts par les réseaux de trafic qui sillonnent la région s'élevant par conséquent en concurrent potentiel des Etats. Ils profitent de l'ineffectivité de la souveraineté de celui-ci, le fort enracinement des structures tribales et la quasi absence de l'emprise de l'Etat sur l'espace et les frontières pour s'implanter, s'organiser et au bout du compte, entreprendre pour mieux s'affirmer.

L'organisation criminelle représentée généralement dans l'imaginaire collectif à tort ou à raison par la Mafia, nourrit toujours autour d'elle des sentiments contradictoires de peur et d'admiration découlant généralement du mythe qu'elle nourrit. C'est une organisation qui, à l'instar de toute entité sociale, naît, se développe et cherche toujours à gagner du terrain pour asseoir sa domination sur un territoire en recourant généralement à la violence « privée ». Elle cherche à réaliser des objectifs illicites prohibés et punissables par la loi et constitue de ce fait, la forme la plus élaborée du crime organisé. La Mafia¹⁵ dans sa terre de première naissance en Sicile, a vu son objectif de base tourné du contrôle du territoire vers l'organisation de la rareté et la réalisation du profit. L'environnement et le contexte où elle avait à se produire, a beaucoup influencé sur les traits de sa personnalité pour déterminer son système de valeurs et ses modes opératoires.

De ce fait, les réseaux de trafic et les groupements terroristes constituent un vrai acteur économique et social et font partie intégrante du processus de l'évolution sociale

¹³ www.ladocumentationfrançaise.fr, Le sahel sur la carte du monde.

¹⁴ L'homme diffère de l'animal, selon Hegel, par sa capacité à dépasser l'instinct de conservation pour poursuivre des buts plus abstraits incarnés par la dignité et le mérite qui forment la reconnaissance.

¹⁵ La mafia sicilienne est prise comme référence et modèle pour les organisations du crime organisé.

de la région du Sahel et du Sahara¹⁶. Ils s'appuient solidement sur la tribu comme entité sociale fondamentale qui continue à préserver ses caractéristiques ancestrales avec une organisation très hiérarchisée. Dans cette structure, la subordination au chef de la petite famille consolide les liens de dépendance pour jeter les bases de l'embrigadement à travers le raffermissement des liens familiaux. De ce fait, la modernisation selon l'approche occidentale qui inclut l'industrialisation, l'urbanisation, le développement de l'éducation, la richesse, la mobilité sociale et une division plus complexe et plus diversifiée du travail¹⁷ devient un vœu pieu pour les peuples de cet espace. La tendance économique principale est incarnée par une forme élémentaire de l'agriculture pratiquée sur des parcelles très limitée et relayée par une activité pastorale souvent synonyme de mobilité. On est donc plus proche dans ce registre, des structures sociales primitives que des sociétés modernes contemporaines. La formation de classes sociales sur la base d'un modèle économique à l'instar de la bourgeoisie européenne qui contribue à la consolidation de la démocratie, relève plus de l'illusion. Dans une région caractérisée par la faiblesse endémique des Etats qui la constituent, la tribu s'appuyant sur les réseaux de trafic, se propose comme alternative fiable pour répondre aux besoins insatisfaits par la bureaucratie étatique. A cet égard, l'enrôlement au sein des réseaux de trafics séduit de plus en plus les jeunes qui peinent à trouver un travail décent capable de dissiper certaines des incertitudes qui les guettent. Il constitue de ce fait, un moyen efficace de l'ascension et de la mobilité sociale. En plus, ce mécanisme leur procure la reconnaissance et une certaine gloire dans un contexte où l'opposition à l'autorité de l'Etat peut constituer une source de fierté et d'affirmation de la personnalité.

III- Les réseaux de trafic : Réelle plate-forme de l'entreprise.

1- Fondements de l'action entrepreneuriale criminelle :

Si l'on définit le management¹⁸ comme la capacité à atteindre des objectifs déterminés en optimisant un fonctionnement collectif à partir d'une ressource humaine multiple, mais conduite par des règles et des finalités communes, alors l'organisation criminelle s'impose à sa manière comme un exemple.

En s'appuyant sur cette définition du management, on peut facilement affirmer que les réseaux de trafic qui opèrent dans la région du Sahel et du Sahara constituent de réelles structures au service de la création et de la répartition de la richesse. Sinon, comment expliquer leur capacité à s'organiser, à créer des relations de pouvoir bien identifiées selon des organigrammes établis et des conditions de motivation, d'avancement et de sanction, à fixer des objectifs stratégiques, à mettre en œuvre des tactiques, à innover pour mieux s'adapter et dominer, et au bout du compte recruter, payer des salaires et tenir par conséquent une comptabilité, gérer les stocks et étudier les opportunités offertes par le marché pour mieux les saisir ? Mais aussi, se rabattre sur des activités subsidiaires, chercher des alliances et même infiltrer les Etats. Ce processus complexe mais concluant, bâti sur le crime comme

¹⁶Assemblée Nationale Française (2012). Rapport enregistré à la présidence en date du 6 mars par la commission des affaires étrangères : Etat de l'ancrage d'AQMI dans le tissu social des tribus grâce aux services économiques rendus et aux alliances nouées notamment par les mariages.

¹⁷HUNTINGTON S.-Pet JAKOB O. (1996), "The clash of civilizations", p. 70-72.

¹⁸www.or-et-hconseil.com, La mafia, un modèle de management ?.

principe actif de son fonctionnement et non un accident, permet d'ériger ces réseaux en véritables acteurs économiques de dimension nationale, régionale mais aussi internationale.

Dans ce contexte, l'Afrique en général a pour longtemps été considéré comme une plaque tournante du trafic des esclaves. Au XXI^e siècle, il l'est davantage pour le trafic du diamant, des drogues et des médicaments contrefaits. Mais ce marché très prometteur tire surtout sa révérence des chemins de transit dont l'Afrique regorge. Cette vocation s'appuie surtout sur la qualité des passeurs¹⁹, fins connaisseurs du terrain et de ses mystères.

2- Cartographie des trafics :

Dans la région du Sahel et du Sahara, l'activité principale a pour longtemps été portée par le trafic de la cigarette qui constituait le moyen de financement par excellence des différents réseaux. On peut donc parler d'une certaine spécialisation favorisant une meilleure qualification et le développement des compétences liées au métier. Cet état de fait permet une parfaite connaissance de l'activité et l'acquisition d'un savoir-faire reconnu qui favorise la maîtrise du risque. Tous les circuits et les voies sont balisés et les procédures bien assimilées. A cet égard, certains ports des pays de l'Afrique de l'Ouest²⁰ reçoivent la cigarette de contrebande, bon marché en provenance de Chine pour ensuite l'acheminer vers le nord de la Mauritanie et du Mali avant d'atteindre leur destination finale représentée par les pays du Maghreb, d'Egypte, du Moyen Orient et dans certains cas vers l'Europe. Pour traverser le désert, ces réseaux comptent sur le soutien des tributs et la complicité de certains agents des forces de sécurité corrompus, mais aussi sur la protection des groupes terroristes. Ces alliances sont favorisées entre autre, par la nature du climat et l'étendue des frontières souvent non gardées, ce qui constitue une aubaine pour les trafics transfrontaliers. Le trafic des cigarettes dans cette région représente une manne très importante estimée à plus d'un milliard de Dollars²¹.

Par ailleurs et face aux difficultés rencontrées par les cartels sud-américains pour l'acheminement de la drogue vers l'Europe, la région du Sahel et du Sahara est devenue l'alternative espérée et la terre promise. Sa proximité des marchés potentiels d'Europe, l'infrastructure portuaire des pays de l'Afrique de l'Ouest, l'expérience et le savoir-faire des réseaux nigériens et surtout l'ineffectivité de la loi et du Droit dans une zone qualifiée de grise, autant d'ingrédients qui promettent au crime organisé dans la région un avenir radieux dans cette activité parfaitement lucrative²². A cela s'ajoute évidemment la bénédiction des groupes Djihadistes qui profitent pleinement de la manne réalisée en proposant leur service de protection. Parallèlement, le trafic d'arme a connu un essor remarquable après le printemps

¹⁹ Les guerres, la corruption et la faiblesse des structures de contrôle ont transformé l'Afrique en tête de pont à destination des marchés européens, du moyen orient et de la mer noire. La connaissance parfaite des voies de communication dans un milieu hostile qui est le désert est une condition vitale pour la réussite des trafics.

²⁰ Nations Unies (Octobre 2007). Rapport sur la situation du trafic de cocaïne en Afrique de l'Ouest, p. 5.

²¹ <http://www.oecd.org/swac/maps/15.cigarette.trafficking.pdf>, (2015), Carte et faits, trafic des cigarettes.

²² Nations Unies (14 Juin 2013) Rapport du Secrétaire Général sur la situation dans la région du Sahel, Paragraphe 8.

arabe et l'effondrement du régime de Kadhafi²³ constituant surtout une aubaine pour les réseaux terroristes. Les lances- roquettes et les Kalachnikov coulent à flot et des marchés en Mauritanie notamment, permettent l'acquisition d'armes de guerre sans grande restriction. Paradoxalement, les stocks des armées même régulières constituent des points d'approvisionnement d'une zone de conflit qui s'éteint à une autre qui émerge. En outre et suite à la multiplication des foyers de tension, l'émigration illégale est devenue une activité très en vogue, générant des bénéfices importants pour les trafiquants des êtres humains. Pour appuyer le bien-fondé de ce constat et affirmer le caractère parfaitement lucratif de cette activité, il suffit de prendre en compte le revirement spectaculaire des réseaux Turcs, du trafic de drogue vers l'émigration illicite et ses revenus estimés à des milliards de Dollars. Dans le même ordre d'idées, et pour faire preuve d'imagination et d'innovation, les groupes Djihadistes se sont vite convertis en pirates du désert en guettant notamment, les touristes et les humanitaires pour les prendre en otage. Une activité qui a rapidement montré sa grande marge bénéficiaire en déjouant les systèmes de protection mis en place par les services de sécurité occidentaux, grâce aux récompenses que les ravisseurs offrent généreusement à une population qui lutte contre la vulnérabilité en cherchant à s'affirmer face à l'autorité de l'Etat. Par ce procédé minutieusement élaboré, ils ont pu intimider les chancelleries occidentales contraintes désormais à négocier en prétendant le contraire, et à leur imposer de payer des rançons très juteuses. Ce marché très prometteur permet aux groupes Djihadistes non seulement de faire entendre leur voix, mais surtout de renflouer leurs caisses et courtiser de nouveaux adeptes. Dans ce registre, le nombre des prises d'otage ne cesse de croître d'une manière vertigineuse passant de 4 en 2007 à 19 en 2009 par le seul groupe d'AQMI²⁴. Sur cette lancée, la prise d'otage opérée à l'hôtel Radisson à Bamako, constitue un tournant significatif dans le domaine de prise d'otages dans cette région.

D'autre part, Le détournement de l'aide au développement et de l'aide humanitaire a été aussi érigé en secteur très prometteur, notamment après les dernières révélations de certaines Organisations non Gouvernementales suite aux agissements illicites commandités particulièrement, par certains groupements séparatistes qui s'activent dans la région faisant planer le spectre de la balkanisation avec toutes ses répercussions sur la stabilité de la région. Les retombées de ce genre de trafic sont conséquentes notamment, si on a à l'esprit l'enrichissement substantiel de la Camorra italienne qui a bénéficié largement du détournement de l'aide publique suite au tremblement de terre qui a frappé Naples en 1980²⁵. Un enrichissement à la base de la consolidation de sa position jusqu'à lui permettre de constituer un contre gouvernement face à l'autorité de l'Etat.

En effet, les produits détournés font le bonheur des commerçants de certaines bourgades de Mauritanie et du Mali où les produits provenant de l'aide internationale au profit de la population des camps de Tindouf ou des localités Touaregs, sont facilement

²³ MATHIEU L.(11 avril 2013), « Trafic d'armes : l'O.N.U cible la Libye », relate les réactions suite à la publication d'un rapport de l'O.N.U qui fait état de l'écoulement à flot d'armes de l'arsenal libyen à destination des foyers de tension notamment, au Sahara et au Sahel.

²⁴ www.lefigaro.fr, Le Saharanouveau terrain de chasse aux otages.

²⁵ MAILLARD J. BAYART JF : (2002/03) « Etats, Mafias et mondialisation », Altern. Economique n° 15. P : 101-102.

identifiés et copieusement sollicités par une population à la recherche des denrées à des prix très abordables. Le trafic de ces produits se formalise de plus en plus et commence à s'imposer dans la région et même à se banaliser. Aussi, le trafic du carburant²⁶ constitue une activité très rentable et vitale pour la survie des différentes composantes du trafic. Il s'active particulièrement dans les zones frontalières à l'instar de la frontière Algéro-marocaine et Algéro-tunisienne pour gagner le nord du Mali, la Mauritanie et le Niger. Il joue un rôle pionnier dans le développement de l'activité du transport combien importante dans la croissance de la rentabilité des différents trafics.

Conclusion

En définitive, tous ces trafics, fruit du crime organisé et des organisations parallèles, génèrent des bénéfices importants qui servent à payer des salaires et à se substituer aux Etats de la région déjà en faillite, dans la promotion d'une forme d'emploi et de services de base. Fort de leur maîtrise du savoir et des outils de l'Etat entrepreneur, les réseaux de trafic avec leur sens élevé de l'entrepreneuriat, ont pu grâce aux mécanismes de blanchiment²⁷, investir les économies nationales légales, développer leurs activités, conquérir les cœurs et contrôler les territoires. Dans leur quête du profit, ils s'organisent et se complètent, certains transportent ou convoient, d'autres stockent ou protègent. Ils constituent de ce fait de réelles entreprises qui profitent pleinement de la mondialisation pour s'affirmer sur le plan international. Avec les crises à répétition qui secouent le système capitaliste et les instincts de domination et de cupidité de l'Homme, cette forme d'entrepreneuriat désengagée de la contrainte morale, cherche à s'affirmer en tant que référence et non sous forme d'exception. Elle a de ce fait, encore de beaux jours devant elle, notamment dans les zones grises. Le « Sahélistan », océan d'incertitudes avec toutes ses contradictions, la faiblesse de ses Etats et des instruments régionaux de riposte, répond parfaitement à cette configuration.

De surcroît, les talents d'entrepreneurs de l'organisation terroriste, Etat islamique en Irak et au Levant, qui a brillé par ses compétences organisationnelles dans la gestion des ressources des territoires occupés, confirment les capacités et le savoir-faire accumulés. En quête de l'innovation, ce précédent est en passe de s'ériger en source d'inspiration et en modèle à suivre par les organisations du crime organisé partout dans le monde. Cet élan s'affirme particulièrement dans la région du Sahel et du Sahara, à cause notamment, de l'échec des plans de la politique de l'aide au développement conduite par certaines organisations internationales, l'ineffectivité de l'Union du Maghreb Arabe et la rivalité de ses membres ainsi que les problèmes de gouvernance. La reconnaissance de cette zone du monde par les grandes puissances en tant qu'espace stratégique est susceptible d'apporter une réponse aux innombrables malaises qui secouent la région du Sahel et du Sahara. Une zone qui bascule progressivement, mais certainement vers l'anarchie dans l'attente de l'éveil de la communauté internationale. La mise d'un terme au trafic de drogue

²⁶Le prix du carburant en Algérie est le troisième moins cher au monde après l'Arabie Saoudite et le Venezuela. Les trafiquants des pays limitrophes, le vendent à trois fois son prix réel, réalisent des bénéfices énormes et soulagent l'économie locale.

²⁷Nations Unies (14 juin 2013), Rapport du Secrétaire Général sur la situation au Sahel, signale cette pratique comme activité menaçante pour la région, Paragraphe 9.

Corse qui a menacé la terre de l'Oncle Sam par les autorités françaises suite à une sommation américaine, confirme que la volonté des Etats est déterminante dans ce registre²⁸. L'implication Américaine en Libye pour faire face à l'extension de l'Etat islamique incarné par le dernier raid à Sebrata couplée au déploiement des forces françaises dans ce pays après celui au Mali, peut laisser un grain d'espoir surgir quant à la mobilisation de la communauté internationale.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES :

Ouvrages :

Crime, trafics et réseaux : Géopolitique de l'économie parallèle, KOUTOUZIS M. et PEREZ P. (2014), ellipses.
La globalisation du crime, BAUER A. (2010/11), Le seuil. « Pouvoir ».
Police et manifestants, FILLIEULE O. et DELLA PORTA D. (2006), Sciences PO les presses.
The clash of civilizations, HUNTINGTON S.-P et JAKOB O. (1996).
Trafic d'armes : l'O.N.U cible la Libye, MATHIEU L. (11 avril 2013), relate les réactions suite à la publication d'un rapport de l'O.N.U qui fait état de l'écoulement à flot d'armes de l'arsenal libyen à destination des foyers de tension notamment, au Sahara et au Sahel.

Articles :

MAILLARD J. BAYART JF : (2002/03) « Etats, Mafias et mondialisation », Altern. Economique n° 15. P : 101-102.
MAILLARD J. BAYART JF : (2002/03) « Etats, Mafias et mondialisation », Altern. Economique n° 15. P : 99-100.
GARRIGUES GF. (2002/03) « La criminalité organisée internationale : un concept à enterrer ? », Altern. Economique, l'économie politique, P : 10-13.
FRIMAN HR. « Le pouvoir étatique et le crime organisé transnational », Altern. Economique, l'économie politique, n°15, P : 44-45.
HOLEINDRE J.-V, ARON R. (2012), « Un classique de la pensée internationale », Revue Etudes Internationales, volume XLIII, n°3, Septembre, p. 325-326.
MAERTENS L. (2012), « Défi écologique : environnement fragile, population vulnérable, Questions Internationales, n°58, Novembre-Décembre.
FRIMAN HR. « Le pouvoir étatique et le crime organisé transnational », Altern. Economique, l'économie politique, n°15, P : 41-44.

Rapports :

Nations Unies (Octobre 2007). Rapport sur la situation du trafic de cocaïne en Afrique de l'Ouest, p. 5.
Assemblée Nationale Française (2012). Rapport enregistré à la présidence en date du 6 mars par la commission des affaires étrangères : Etat de l'ancrage d'AQMI dans le tissu

²⁸ MAILLARD J. BAYART JF : (2002/03) « Etats, Mafias et mondialisation », Altern. Economique n° 15. P : 99-100.
<http://revues.imist.ma/?journal=REGS> **ISSN: 2458-6250**

social des tributs grâce aux services économiques rendus et aux alliances nouées notamment par les mariages.

Nations Unies (14 Juin 2013) Rapport du Secrétaire Général sur la situation dans la région du Sahel, Paragraphe 8.

Nations Unies (14 juin 2013), Rapport du Secrétaire Général sur la situation au Sahel, signale cette pratique comme activité menaçante pour la région, Paragraphe 9.

Sites web :

<http://beaugency.over-blog.com/article-l-afrique-les-defis-du-developpement-le-sahara-ressources--conflits-114543366.html>.

www.ladocumentationfrancaise.fr.

www.or-et-hconseil.com.

<http://www.oecd.org/swac/maps/15.cigarette.trafficking.pdf>.

www.lefigaro.fr.